

Politique Macron: démantèlement à tous les étages

Emmanuel Macron impose des réformes qui remettent en cause nos acquis et menacent la cohésion de notre société.

Après le Code du travail, la Sécurité sociale, l'assurance chômage, c'est la Fonction publique qui est en train de subir une attaque sans précédent.

Sans oublier les attaques incessantes contre l'Éducation nationale et ses personnels.



Réforme de la Fonction publique, réformes des lycées, projet de réforme des retraites...

Les personnels de l'Éducation nationale lourdement pénalisés

Loi Fonction publique : une casse en règle des services publics !

La loi de la transformation de la Fonction publique a été promulguée durant l'été. Et contre l'avis unanime des syndicats. Elle remet en cause le fonctionnement de la Fonction publique, les carrières des personnels et leur gestion.

Menace sur le statut :

- fin de très nombreuses missions de service public et possible transfert au Privé;
- fin du statut et de la protection des personnels;
- fin du service public équitable et impartial sur tout le territoire.

Généralisation de la précarité:

- développement des « contrats de projet »;
- généralisation du recrutement de contractuel·les ;
- faible possibilité d'obtenir à terme un CDI;
- accentuation du management par la pression.



Des commissions paritaires vidées de leurs prérogatives :

- fin du rôle tenu par les élu·es paritaires pour les mutations ou les promotions;
- simple gestion des situations individuelles (cas de recours, révisions du compte-rendu) et des cas disciplinaires;
- fusion des CHSCT et des Comités techniques pour minorer la médecine de prévention dans notre profession.

Place à l'arbitraire, aux petits arrangements locaux et au mérite.

Recul historique pour les salarié·es et les usager·ères.

Le 24 septembre, toutes et tous en grève!

Exigeons le retrait de cette loi rétrograde.

La mise en œuvre en cette rentrée de la réforme du lycée général et technologique est alarmante. Personne n'est en capacité de prévoir quoi que ce soit : effectifs, organisation, respect des vœux, cohérence des choix... Cette réforme provoque la colère des personnels poussés à bout par la politique Blanquer. Si l'année scolaire s'est terminée

par une grève inédite des examens et une nouvelle preuve de l'autoritarisme du ministre, la **CGT Éduc'action appelle à construire la lutte pour l'abrogation de la réforme et l'émergence d'un lycée enfin émancipateur pour les élèves comme les personnels.**

Mise en place chaotique de la réforme des lycées

Le démantèlement de la voie professionnelle se confirme

Rentrée 2019, tournant important pour la voie professionnelle sous statut scolaire.

Le cocktail Blanquer pour les LP est détonant : mixité des parcours et des publics, généralisation de l'apprentissage, mise en place des blocs de compétences, horaires disciplinaires réduits qui hypothèquent les poursuites d'études... le tout saupoudré de loi « liberté de choisir son avenir professionnel » qui dérè-

glemente l'enseignement sous statut scolaire pour la mettre sous la coupe des branches professionnelles!

La CGT Éduc'action appelle tous les personnels à se mobiliser pour sauvegarder l'enseignement professionnel sous statut scolaire et obtenir sa réelle revalorisation.

Réforme des retraites: grand danger!

Avec la réforme Macron, c'est la création des retraites par points.

- Fin des retraites par répartition et du principe de solidarité
- Risque d'avoir une valeur du point qui baisse régulièrement
- Recul progressif de l'âge de départ à la retraite.

Quels impacts dans l'Éducation nationale?

- Des retraites calculées sur l'ensemble de la carrière en intégrant les primes et non plus sur les 6 derniers mois.
- Allongement de la durée de cotisation pour toucher la même pension.
- Faiblesse des rémunérations, absence de primes d'où des retraites amputées de 20 à 25%.

C'est une régression sociale majeure pour la population!

Pour défendre notre système de retraite par répartition et pour imposer d'autres choix en matière d'éducation



la CGT Éduc'action appelle tous les personnels à la journée d'action interprofessionnelle le 24 septembre 2019